

Arnaud Boursou / MEDDTL



Allocation d'ouverture par Nathalie Kosciusko-Morizet
Ministre de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement.

COLLOQUE INTERNATIONAL (20-21 JANVIER 2011 - CITÉ DESCARTES) **PENSER ET FAIRE LA VILLE DURABLE**

* Le colloque était organisé par le Commissariat général au Développement durable du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, l'Établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée et le PRES Université Paris-Est, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, avec le soutien de l'Association communication et information pour le développement durable (Acidd) et du bureau d'études Renaissance urbaine.

En réunissant les 20 et 21 janvier 2011 à la cité Descartes à Marne-la-Vallée plusieurs centaines de chercheurs et de praticiens, d'universitaires et d'entrepreneurs, d'élus et de professionnels, le colloque international **"Faire la ville durable, inventer une nouvelle urbanité"*** a réussi son pari : proposer une approche prospective, globale et systémique de la ville durable en décloisonnant les disciplines et en ouvrant des perspectives sur les démarches dans d'autres pays. Une manière de faire vivre pendant deux jours en temps réel, le cluster "ville durable" que souhaite devenir la cité Descartes. Compte-rendu des débats, avec le concours des rapporteurs des ateliers, et mise en perspective avec **Michèle Pappalardo**, commissaire générale au Développement durable.

"Je crois à la ville durable pour aujourd'hui..." C'est par l'affirmation de cette conviction que **Nathalie Kosciusko-Morizet** a ouvert le colloque international "Faire la ville durable, inventer une nouvelle urbanité". Avant de souligner qu'il n'y avait pas meilleur cadre que la cité Descartes pour accueillir une telle rencontre. "Ici, a-t-elle ajouté, le développement durable est à la fois pensé, conçu et mis en œuvre". En effet, dans une ville nouvelle réalisée il y a bientôt quarante ans, dans l'objectif de constituer des pôles de développement équilibré associant habitat, activités et loisirs, ces enjeux sont toujours d'actualité dans un "processus de métamorphose permanent". La ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, a bien sûr évoqué les différentes initiatives de l'État dans le cadre du Plan ville durable (démarche ÉcoCité, s'inscrivant dans le cadre du programme des investissements d'avenir, second appel à projets ÉcoQuartiers, cadre de référence européen...). Mais elle a insisté sur le besoin d'une "recherche de pointe en urbanisme", dont le projet de cluster "ville durable" installé au cœur de la cité Descartes sera une composante essentielle (cf. encadré "Carrefour de la recherche"). À la suite de son intervention, Nathalie



Revue
URBANISME

www.urbanisme.fr
Tiré à part
n° 377
mars
avril
2011



Arnaud Boursou / MEDDTL

Kosciusko-Morizet a d'ailleurs rencontré les acteurs de ce pôle d'excellence, qu'elle appelle de ses vœux, autour de projets exposés à l'École des Ponts ParisTech.

Rendre la ville désirable

Après la ministre et le directeur de l'ESIEE, **Dominique Perrin**, souhaitant la bienvenue aux participants, deux interventions vigoureuses et prospectives ont contribué à donner le ton du colloque. **Michel Lussault**, géographe et président du PRES Université de Lyon, a ouvert le feu en mettant en garde contre le fait de sous-estimer le changement à l'œuvre depuis quarante ans : "Nous avons changé de monde", a-t-il affirmé. Or "nous continuons de penser la ville, un objet qui n'existe plus, forgé aux XIX^e et XX^e siècles". D'où le malaise des praticiens. Michel Lussault le reconnaît : "Nous n'avons pas fait le travail nécessaire pour penser les nouvelles organisations urbaines."

C'est pourquoi il propose, pour mettre en œuvre la ville durable, de réfléchir aux liens d'un carré magique : densité urbaine, diversité urbaine (fonctionnelle, sociale...), intensité urbaine, accessibilité urbaine. Chacun des termes posant le problème de son "acceptabilité sociale" par les citoyens mais aussi leur déclinaison aux différentes échelles. Ce qui débouche sur la nécessité de grands arbitrages politiques. D'où un deuxième carré magique : efficacité urbaine (efficience) et soutenabilité urbaine (robustesse). Mais les politiques publiques en la matière doivent s'appuyer sur la mobilisation des acteurs eux-mêmes pour inventer "une justice spatiale" – traduction dans l'espace de la justice sociale, sinon la ville durable ne sera pas acceptable.

Dans un registre différent, à coups d'images chocs de villes du monde entier et de slogans chics "wrong way, go back" (mauvaise route, revenez en arrière), le consultant britannique, **Charles Landry**, directeur de Comedia et auteur d'un ouvrage de référence sur la ville créative /1, a plaidé également pour un changement radical des modes de pensée. "Nous ne pouvons plus construire les villes

que nous aimons à cause des règlements", a-t-il constaté, incitant donc à sortir des approches bureaucratiques et fragmentées pour produire des "joint visions" (des projets partagés), surtout en n'oubliant pas les jeunes qui vivront ce XXI^e siècle.

Transformer le quotidien

Après les penseurs du monde de demain, **Jean-Marc Michel**, directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature au ministère du Développement durable, et **Alain Weber**, directeur du département de la politique de la Ville et du développement urbain à la Caisse des Dépôts, avaient la tâche difficile de ramener le débat sur des perspectives d'action plus concrètes. Ils l'ont fait avec cependant le souci partagé avec les intervenants précédents de rendre la ville durable désirable. Pour ce faire, Jean-Marc Michel a souligné la nécessité de savoir changer d'échelle – du grand territoire à l'immeuble – pour se mettre à la portée des différents acteurs. Et, dans le même sens, il a insisté sur la transformation au quotidien des conditions de vie des citoyens, comme le prouve l'expérience de la rénovation urbaine.

Pour Alain Weber, la ville est fondamentalement "un geste politique, pas une collection d'objets isolés, d'immeubles". Pour rendre la ville enviable autant que viable, il faut donc concevoir des projets d'aménagement adaptés. Dans cette perspective, la Caisse des Dépôts intervient en soutien à trois programmes d'intervention publique : la rénovation urbaine (avec l'ANRU, elle promeut notamment une démarche d'urbanisme durable dans les quartiers concernés), les ÉcoQuartiers (avec des moyens financiers et d'ingénierie permettant la réalisation d'objets démonstrateurs) et les ÉcoCités (avec la mobilisation d'un milliard d'euros de prêts dans le cadre des investissements d'avenir). Le tout sans oublier la préoccupation de l'évaluation, notamment le référentiel européen de la ville durable en cours d'expérimentation dans 70 villes dont 5 en France. | **Antoine Loubière**

1/ *The Creative City : A Toolkit for Urban Innovators*, Londres, 2000, édition Earthscan.



Arnaud Bouissou / MEDDTL

Un Carrefour de la recherche

Parallèlement au colloque, s'est tenu pendant deux jours un Carrefour de la recherche, dans le hall de l'ESIEE. Une manifestation conjointe du Pôle scientifique et technique du ministère du Développement durable, du PRES Université Paris-Est et du pôle de compétitivité Advancity, sous la forme de six "villages" thématiques (environnement-énergie, génie urbain, mobilités, éco-ville, le vivant dans la ville, formes urbaines et architecture durable) avec des stands et des panneaux didactiques. Elle a permis de présenter le potentiel des organismes de recherche du pôle Paris-Est et la réalisation, via de jeunes *start-up* d'applications économiques innovantes.

À noter la création début 2011 du nouvel Institut français des sciences et technologies des transports de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), qui résulte de la fusion du Laboratoire central des Ponts et Chaussées (LCPC) et de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS), dont le siège est désormais à la cité Descartes.

Vers un cluster métropolitain

La deuxième table ronde de la matinée du 20 janvier a mis en valeur les atouts du site de Marne-la-Vallée comme futur cluster ville durable.

Pas de doute, pour **Bertrand Ousset**, directeur général adjoint d'Epamarne/Epafrance, le site de Marne-la-Vallée articule tous les ingrédients pour des synergies exceptionnelles. Il existe à la cité Descartes un cluster opérationnel qui repose sur une dynamique à la fois scientifique - avec un pôle de recherche d'envergure internationale au sein du PRES, et économique avec le pôle de compétitivité Advancity et un parc d'affaires pour l'économie verte (projets Green vallée et Greenov, filière européenne sur la rénovation durable). Ce cluster à vocation métropolitaine s'inscrit dans le cadre du développement de la Région-capitale proposé par le président de la République /1. Structuré selon un schéma multipolaire (5 pôles



Sculpture L'Axe de la Terre aux abords de l'ESIEE.

1/ Dans son discours du 29 novembre 2009, le président de la République proposait d'organiser le développement de la Région-capitale sur plusieurs décennies à partir de 7 clusters majeurs entourant Paris.

2/ Egis (groupe Caisse des Dépôts) s'est rapproché de Iosis, l'autre leader français de l'ingénierie, pour constituer au 1^{er} janvier 2011 un nouveau groupe conservant le nom d'Egis, dont le capital est réparti entre le personnel (25 %) et la Caisse des Dépôts (75 %).

identifiés), il couvre un territoire de 7 000 ha susceptible d'accueillir 3 millions de m² de bureaux. Le projet d'urbanisme et d'aménagement a fait l'objet d'une consultation dont le lauréat est Yves Lion. En écho, **Bernard Saint-Girons**, président du PRES Université Paris-Est, a souligné la diversité et la richesse de ses composantes dont témoignait le carrefour de la recherche (cf. encadré page précédente). Le PRES, qui accueille de nouvelles institutions comme l'IFSTTAR, est notamment partie prenante du projet d'Institut des métropoles durables, portée par la Ville de Paris et la Région Île-de-France. Et s'apprête à développer avec ses partenaires des "living labs", des expérimentations en grandeur nature, dont la cité Descartes elle-même qui sera ainsi "l'objet de sa propre recherche".

Le tout dans le département francilien le plus

étendu, la Seine-et-Marne, où se créent le plus d'emplois mais où se consomment aussi 1 000 hectares de terres agricoles chaque année. S'appuyant sur ces chiffres, **Vincent Eblé**, le président du conseil général, a estimé que la Seine-et-Marne devait changer de "modèle de développement". D'autant que ce développement urbain en "archipel" ne dresse pas de frontière rigide entre la ville et les espaces naturels. Le modèle de la ville durable compacte ne peut donc pas fonctionner sur ce territoire. D'où, selon Vincent Eblé, la nécessité d'inventer un nouveau modèle promouvant l'éco-construction et une autre approche de l'agriculture, qui passera notamment par une labellisation des initiatives.

Dans ce contexte, le pôle de compétitivité Advancity "Ville et mobilité durable" est un atout essentiel, comme l'a souligné son président, **Michel Ray**, par ailleurs directeur technique et innovation du groupe Egis /2. D'autant que depuis sa création en 2005, le pôle a plus que triplé ses membres : près de 200 fin 2010 contre 60 à l'origine. Il est une véritable "usine à projets" dans différents domaines : technologies urbaines de l'environnement et de l'énergie, accessibilité et environnement urbain de la santé, nouveaux usages et mobilités, efficacité des transports urbains collectifs, bâtiments durables, infrastructures et réseaux, éco-organisation de la ville... Le souhait de Michel Ray est que les "cultures se rapprochent" entre les chercheurs des différentes disciplines. Ce qui, a-t-il reconnu, n'est pas toujours facile. Reste, comme Bernard de Saint-Girons l'a dit en conclusion, qu'ici se construit la ville de l'avenir". | **A.L.**

«Greencity-Business» : 140 entreprises participantes

C'est sur le thème "Conception et construction de la ville durable" que s'est tenu, en marge du colloque, la convention d'affaires internationale organisée par Seine-et-Marne Développement, en partenariat avec l'Agence Marne-la-Vallée Descartes Développement, la CCI de Seine-et-Marne, Epamarne/Epafrance, le pôle de compétitivité Advancity et l'ESIEE Paris. Un succès pour cette première édition avec huit pays présents (Algérie, Allemagne, Égypte, Espagne, Italie, Liban, Maroc, Suède) et la participation de 140 entreprises de toutes tailles (PME, cabinets conseil, prescripteurs) – dont 41 françaises – spécialisées dans les domaines de l'architecture durable, des technologies numériques, de l'efficacité énergétique de la construction, de la gestion de la ville, de la mobilité ou encore des énergies renouvelables. Selon les organisateurs, environ 800 rendez-vous d'affaires ont été générés, dont 525 organisés pendant l'événement lui-même.

www.greencity-business.com

ATELIER 1

Vers de nouvelles solidarités urbaines ?



Cécile Zibner / Ville de Loos-en-Gohelle / DR

L'atelier animé par **Lydie Laigle** (CSTB, université Paris-Est) a souligné l'importance des politiques publiques et de la prise en compte du désir des populations dans la mise en place de la ville durable, sans autoritarisme ni ségrégation, mais bien dans une logique *bottom up*. **Edwin Zaccai**, profes-

seur à l'Université libre de Bruxelles, a relevé les inégalités sociales liées aux problématiques environnementales, inégalités qui ne sont "pas suffisamment prises en compte dans les politiques publiques" : les différences dans l'exposition aux pollutions, dans l'importance de la pollution selon la consommation et, enfin, l'impact majeur de la hausse des prix de l'énergie sur les plus pauvres. Les politiques d'urbanisme ont un rôle central à jouer en la matière.

Christian Garnier, porte parole de France Nature Environnement (FNE), a insisté sur l'égalité d'accès aux services urbains, qui nécessite "une structura-

tion polycentrique des agglomérations davantage qu'une limitation de leurs tailles". L'accès aux transports en commun conditionne par exemple la santé des habitants : un lien entre obésité et déplacement en voiture pour les habitants de quartiers résidentiels de périphérie a été récemment démontré. Les urbains de centre-ville marchent davantage...

Muriel Boulmier, de la Fédération européenne du logement social et directrice du groupe Ciliopée, a souligné que la solidarité intergénérationnelle constitue l'une des conditions de la durabilité de nos sociétés vieillissantes : "Nous devons concevoir les logements en *design for all* avec une subsidiarité possible de l'usage de certaines pièces afin de permettre le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes dans leur propre famille". | K. G.



Les intervenants

Grand témoin : Edwin Zaccai (Université libre de Bruxelles).

Session 1 : Christian Garnier (France Nature Environnement), John Reinhardt (American Planning Association).

Session 2 : Jean-François Caron (Loos-en-Gohelle), Muriel Boulmier (groupe Ciliopée), Rinus Penninx (université d'Amsterdam).

indispensable au retour de l'eau au sein de lieux de vie ravagés par les inondations causées par l'ouragan Katrina en 2005, mais aussi l'appropriation collective de la reconstruction. Les habitants avaient en effet rejeté le premier *master plan*, non concerté, où chacun pouvait reconstruire n'importe où, sur pilotis. Donner une place à l'eau au cœur des îlots et des voiries permettrait d'orienter les inondations, en prévoyant des zones inondables de sécurité partout en ville et d'éviter les effets dramatiques d'une rupture de digue. L'endiguement du Mississippi avait par ailleurs condamné les marais et fragilisé les côtes qui freinaient l'arrivée des ouragans sur les terres. L'APA mise également sur la revalorisation des quartiers grâce à l'eau et à la végétalisation qui en découle. Trois principes s'appliquent donc : intégration, sécurité, valorisation." |

FOCUS

➔ **John Reinhardt**, (American Planning Association), directeur du projet Delta Urbanism (La Nouvelle-Orléans)

"Réintroduire l'eau dans La Nouvelle-Orléans permettra de mieux lutter contre les inondations pour faire émerger une ville deltaïque durable. L'American Planning Association (APA) a repensé le *master plan* dans ce sens : nous créerons une flexibilité dans le rapport à l'eau en nous inspirant de l'expérience hollandaise. Nous avons étroitement associé la population au projet par une méthode de dialogue avec les décideurs politiques, les chercheurs, les hydrographes, les architectes... : visites de terrain, ateliers projets, éducation aux bonnes pratiques, etc. L'implication des habitants répondait à une double nécessité : la pédagogie

➔ **Jean-François Caron**, maire de Loos-en-Gohelle, vice-président de la communauté d'agglomération de Lens-Liévin.

"La démocratie participative appliquée au développement durable nous a permis de qualifier les besoins de Loos-en-Gohelle depuis le début des années 2000, dans un contexte économique, social et environnemental sinistré par le système de la mine. L'exploitation des coronas a créé d'innombrables richesses matérielles, dont nous n'avons pas hérité. Les sols sur l'ensemble du bassin s'affaissent, les canalisations se fracturent, la teneur de l'eau en nitrate s'élève au-dessus des taux bretons, la silicose fait encore des ravages chez les hommes, sans parler des accidentés de la mine et du taux de chômage. Mais nous arrivons à un changement de civilisation où tous doivent se réapproprier la chose publique après le système très normatif de la mine. J'ai donc intégré le

développement durable dans tous les domaines, dans une logique d'agenda 21, en appliquant le concept d'habitant-acteur. Nous objectivons nos résultats : 200 réunions publiques tenues pendant le mandat, 100 % des eaux infiltrées récupérées, 15 km de ceinture verte créés ; des indicateurs nous montrent le retour de la biodiversité, du commerce local et des métiers de l'ingénierie ou du tourisme ; une centrale solaire ainsi qu'une plateforme de recherche ont été installées, les charges énergétiques des ménages ont largement baissé du fait d'une construction neuve intégralement en HQE depuis 1997. La police constate une diminution significative des incivilités et des plaintes entre voisins et le taux électoral du Front national est devenu le plus faible de tout le bassin minier... Le territoire est entré en résilience. Il nous reste à assumer notre héritage culturel avec le dépôt de la candidature du bassin minier pour une inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO. L'héritage des mineurs vaut bien celui des rois ou des papes." |

➔ **Rinus Penninx**, professeur d'études ethniques à l'université d'Amsterdam

"Le phénomène d'immigration en Europe occasionne des processus lourds d'intégration qui font pression sur le logement, la santé, l'éducation... Pourtant nos sociétés – qui ne sont pas basées sur l'immigration, à la différence de l'Amérique du Nord – ne veulent pas en entendre parler et ne créent pas de réelles politiques d'intégration. C'est la recette du désastre. Pour en sortir, les villes ont peut-être plus d'atouts que les institutions nationales. Certaines, comme Amsterdam, l'ont compris dès les années 1980. Elles peuvent mettre au point des

indicateurs d'intégration qui les guideront dans leurs politiques : être intégré à une société implique trois dimensions de l'acceptation – légal, économique et culturel – et doit intervenir à trois niveaux – individus, groupes et institutions. Chaque ville doit définir ses propres critères – l'intégration à Paris a par exemple plus de sens à l'échelon de l'arrondissement que de la ville elle-même, un cadre légal d'intégration, une ambition, éviter simplement l'exclusion ou être plus active. Elle peut utiliser les leviers d'intégration disponibles comme le logement et les transports, mobiliser les individus mais aussi les groupes de migrants qu'elle doit pour cela identifier – les statistiques ethniques deviennent un outil important." |

ATELIER 2

La ville durable: défi à la démocratie

L'atelier animé par **José-Frédéric Deroubaix** (École des Ponts Paris Tech, université Paris-Est) était en charge de sonder les nouvelles formes de gouvernance, les pratiques innovantes de démocratie locale, le recours aux nouvelles technologies et leurs articulations avec les exigences de l'anticipation et de stratégies à grande échelle et de long terme. De la diversité des expériences et pratiques locales présentées, il est difficile de tirer des enseignements précis : une pratique de participation et d'engagement sur 25 ans pour transformer un petit quartier populaire d'Amsterdam en un "paradis retrouvé" (projet



Les intervenants

Grands témoins : Élisabeth Masse-Bourgain (ville de l'Île-Saint-Denis) et Cécile Blatrix (Université Paris 13)

Session 1 : Cyria Emelianoff (université du Maine), Diego Pos (Amsterdam), Souheil Soubra (CSTB, université Paris-Est), Stéphane Vincent (agence d'innovation la 27^e Région).

Session 2 : Jean Haëntjens (Urbatopie), Kimberley Schneider (ville de Portland, États-Unis), Joe Ravetz (université de Manchester)

GWL Terrain), un travail empirique et expérimental en France "de prototype" de politiques et d'actions publiques locales très ciblées visant à prendre en compte "ce qui se passe du côté des gens", une recherche d'un outil innovant (la ville numérique) pour faciliter la mise en débat, une pratique nouvelle de gouvernance et de mobilisation des citoyens pour un projet à 25 ans de ville durable à Portland (Oregon, États-Unis), une démarche à Manchester pour aller vers "une intelligence écologique et urbaine".

Dans sa contribution "L'ingérence habitante dans l'urbanisme durable : un bain de jouvence ?", **Cyria Emilianoff**, maître de conférences à l'université du Maine (Le Mans), a souligné quatre idées : une forte demande de cadre de vie écologique préfigurant

un droit à la ville durable, l'avènement d'un urbanisme sobre, l'émergence de modes de vie urbains écologiques et politiques, un processus d'*empowerment* (responsabilisation) écologique.

Sur la gouvernance, **Jean Haëntjens**, consultant (Urbatopie), a pointé la difficulté à affronter : plus d'acteurs, plus de composantes techniques, plus de contraintes, plus de complexité mais pas plus de temps pour s'adapter. La clef se trouve d'abord dans la volonté politique. L'enjeu est de tout faire en même temps : définir l'ambition, établir un projet, concrétiser un plan d'actions, mobiliser les acteurs, communiquer. Les points de passage sont, entre autres, la clarification de la gouvernance et des niveaux de décision et une culture partagée. | F.-X. R.

ATELIER 3

Villes et métropoles : moteurs de l'économie verte ?

Cet atelier était composé de deux sessions d'esprit assez distinct ("les villes, lieu de déploiement de nouvelles filières" et "quels mécanismes financiers pour asseoir la durabilité urbaine ?"). Son animateur, **Blaise Desbordes** (Caisse des Dépôts), l'a introduit en soulignant l'enjeu : nous ne ferons sortir de terre que ce que nous saurons financer. Les exposés n'aborderont pas cette question de front, mais apporteront des éclairages utiles, soit sur le financement, soit sur des conditions de maîtrise des coûts.

Olle Zetterberg a présenté la politique exemplaire de Stockholm, première *Green Capital* choisie en 2010 par l'Union européenne, notamment en matière d'investissements publics. Il a insisté sur le développement depuis quelques années d'entreprises *cleantech*, soutenues par la Ville dans tous les domaines urbains. Pour **Lamial Kamal-Chaoui** (OCDE), "personne ne sait ce qu'est une croissance verte, mais tout le monde travaille dessus". **Jean-Yves le Coz** (Renault) et **Bernard Salha** (EDF) ont

Les intervenants

Grand témoin : Olle Zetterberg, secrétaire général, agence de développement de Stockholm.

Session 1 : Lamial Kamal-Chaoui (OCDE), Jean-Yves le Coz (Institut de la mobilité durable, Renault Paris Tech) Bernard Salha (EDF),

Session 2 : Vincent Renard (IDDRI-Sciences Po), Lalou Khelifi (Stam Europe), Jean-Louis Amar (SEM Territoires, Rennes).

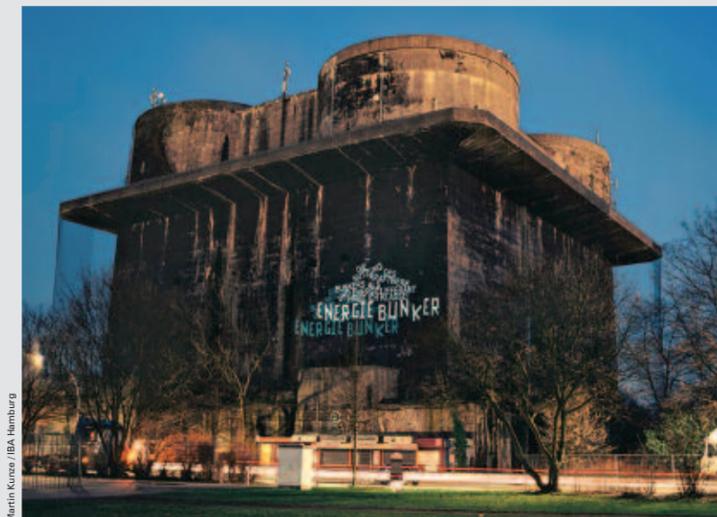
souligné la volonté d'innovation de leurs sociétés, notamment pour les véhicules électriques, en relevant la nécessité d'une vision systémique prenant en compte les pratiques des usagers. Quant à l'hypothèse de la vertu du marché, notamment immobilier, allant spontanément vers la durabilité, défendue par **Lalou Khelifi**, *senior advisor* (Stam Europe), elle a fait l'objet de vifs échanges... | J.-P. O. / A. L.

ATELIER 4

Villes et territoires : un changement de nature ?

La première session de cet atelier animé par **Gilles Hubert** (université Paris-Est) a abordé "Les ressources des territoires à l'épreuve du développement durable", en s'interrogeant sur la place de la nature en ville, avant la seconde centrée sur "Les

territoires en mouvement". L'exemple du SCOT du Dijonnais présenté par **Jean-Patrick Masson**, vice-président du Grand Dijon pour l'environnement, et l'évolution des documents d'urbanisme dans le cadre de la loi Grenelle 2, évoquée par **Martine**



Bunker converti en station d'énergie solaire à Wilhelmsburg.

Meunier-Chabert du CERTU, ont alimenté la réflexion sur le jeu des acteurs et la place des dispositifs de planification. Pour le géographe **Martin Vanier**, la question du développement durable conduit à celles de l'articulation des échelles et de la mise en cohérence des politiques. Mais cela ne résout pas le problème des outils et des modes de gouvernance qui doivent désormais être fondés sur des négociations inter-territoriales.

En matière d'outil, **Petez Zlonicky**, directeur du bureau d'étude en urbanisme et recherche urbaine

Les intervenants

Grand témoin : Michel Desvigne, paysagiste.

Session 1 : Sabine Barles (université Paris-Est), Daniel Boulens (Ville de Lyon), Philippe Clergeau (Museum national d'histoire naturelle de Paris).

Session 2 : Jean-Patrick Masson (Ville de Dijon, Grand Dijon), Martine Meunier-Chabert (CERTU), Martin Vanier (université de Grenoble), Peter Zlonicky (architecte urbaniste / Munich).

de Munich, a présenté la démarche des IBA (expositions internationales d'architecture et d'urbanisme) allemandes, qui se sont révélées des laboratoires du développement durable, en particulier dans la Ruhr (Emscher Park), et maintenant à Hambourg (Sprung über die Elbe). Les IBA, qui ont une durée limitée (8 à 10 ans) permettent l'expérimentation dans différents domaines et un bon équilibre entre les stratégies urbaines, écologiques et sociales. | A. L.

ATELIER 5

"Visions de la ville du futur"

Cet atelier animé par **Jacques Theys**, responsable de la prospective au ministère du Développement durable, rendait compte de nouvelles approches prospectives. Il s'agissait de réfléchir sur l'objectif d'une "ville post-carbone" et sur les cheminements pour y parvenir que sont "les villes en transition" ou "les villes réversibles".

Jacques Theys a fait remarquer que, depuis quelques années, les visions sur la ville du futur se multiplient, sont de plus en plus portées par les villes elles-mêmes et intègrent le concept de développement durable. Il pose trois questions : à quels besoins répondent ces visions ? Quel est leur contenu ? Quels sont leurs rapports avec les politiques urbaines ? Il a évoqué le travail en cours sur une ville post-carbone ou bas-carbone à l'horizon 2050. Trois scénarios sont explorés : réactivité aux signaux prix et valorisation intelligente des opportunités externes ; renouvellement massif des infrastructures urbaines et énergétiques ; reconfiguration forte des territoires urbains sous contrainte climatique et énergétique (reconfiguration des formes urbaines et des modes de vie). Ce dernier scénario est le plus tentant mais nécessiterait des transitions difficiles à conduire.

Les intervenants

Grand témoin : Thierry Gaudin.

Session 1 : Valérie David (groupe Eiffage), Rob Hopkins ("Villes en transition", Grande-Bretagne), Jacques Theys (ministère du Développement durable), Linus Theorin (ville de Göteborg).

Session 2 : Mathieu Baisez (GDF-Suez), Vincent Fouchier (IAU Île-de-France), Bettina Laville (Comité 21), Hidetoshi Ohno (université de Tokyo)

Valérie David, directeur du développement durable du groupe Eiffage, a présenté le projet Phosphore mené en interne, avec l'objectif de se doter d'un référentiel pouvant répondre à l'appétit de croissance urbaine, à la montée en puissance des éco-quartiers et au contexte de densification à l'horizon 2030. Le croisement de tous les champs d'analyse aboutit à 112 possibilités qu'il faut ensuite retravailler pour mettre au point des référentiels de construction et d'aménagement permettant d'assurer la transition vers une ville plus durable.

Un autre exercice prospectif à l'horizon 2050, présenté par **Mathieu Baisez**, chef de projet à GDF-Suez,

se traduit par trois scénarios : la ville privatisée (qui se transforme par le marché, avec des formes urbaines inchangées), la ville dominée par la nature (où les habitants s'impliquent et veulent réconcilier nature et urbain, en extension urbaine) et la ville "anneau" (polycentrique avec une ceinture urbaine renouvelée).

Thierry Gaudin, président de la Fondation 2100, a attiré l'attention sur de grandes tendances déjà en œuvre dans certains pays (Japon, cf. p. 30) qui conduiront à la diminution de population : cela nécessitera de mettre en œuvre des stratégies de repli en bon ordre. Les villes qui survivront seront celles qui miseront sur l'enseignement, la recherche, la culture, les zones d'excellence. | F.-X. R.

FOCUS

➔ Hidestoshi Ohno, professeur à l'université de Tokyo

"Le xx^e siècle a été celui de la croissance urbaine, le xx^e verra le rétrécissement des villes sous l'effet du vieillissement des populations à l'échelle planétaire. Le projet Fiber City Tokyo 2050, sur lequel nous travaillons depuis 1999, se fonde sur l'accom-

plissement du phénomène de rétrécissement en l'utilisant comme levier de la ville durable, bas carbone et antisismique, bénéficiant d'un habitat restructuré autour des transports et irrigués par de nombreux espaces végétaux. L'agglomération de Tokyo, avec ses 30 millions d'habitants, se trouve particulièrement concernée par cette stratégie. Fiber City utilise la propension des "lignes" de contact, des frontières, des espaces linéaires – baptisés "fibres" – à décupler les échanges, la créativité et donc la revitalisation de la ville avec un minimum de moyens : restructurer un espace vert "carré" en étendant ses franges en longueur au sein du bâti donne plus de zones de contact et d'impact sur l'environnement par la simple extension de son périmètre. Il en va de même pour les rues commerçantes telles que Ginza, les réseaux de transports

en commun ou de télécommunications qui constituent autant de "fibres" urbaines favorisant la fluidité et la multiplication des échanges. Nous avons théorisé cette intervention urbaine planifiée au moyen de fines manipulations des "lignes/fibres" existantes : quatre stratégies en découlent. La stratégie du "doigt vert" (*Green Finger*) convertit ainsi en ceinture verte les espaces situés trop loin à pied des gares de transports de commun pour permettre une mobilité facile à une population vieillissante. Le "réseau vert" (*Green Web*) permet par exemple de transformer la portion d'autoroute métropolitaine qui sera bientôt obsolète en un parc linéaire qui permettra également d'assurer l'accès des secours en cas de catastrophes naturelles. Séparer les quartiers résidentiels très peuplés du centre-ville par des segments verts – "Segmentation verte" (*Green Partition*) – assure

rait l'évacuation des populations et éviterait la propagation de l'énorme incendie qui menacerait Tokyo en cas de tremblement de terre majeur. Environ 8% des quartiers centraux denses devraient être ainsi reconvertis.

Enfin, les interventions en "plissage urbain" (*Urban Wrinkle*) consistent à requalifier les espaces linéaires existants mais en déclin, devenus difficiles d'accès et invisibles dans l'ombre des tours : vieux canaux et leurs berges, boulevards plantés, espaces autour des viaducs, berges de rivières... L'abondance de ces plis ou "rides" devient synonyme de richesses, dans l'urbanisme que propose Fiber City Tokyo 2050. Le projet a été publié et présenté en 2005 et devrait être testé à de petites échelles autour de Tokyo prochainement." | Propos recueillis par K. G.

➔ www.fibercity2050.net

ATELIER 6

La ville durable est désirable

Cet atelier doté d'un intitulé affirmatif avait cependant pour vocation, rappelée par son animateur, **Alain Bourdin** (IFU, université Paris-Est), de s'interroger sur "le désirable", en évoquant dans sa première session "Les modes de vie, moteurs de transformation de la ville" et envisageant dans la seconde "Des projets urbains attractifs". Côté modes de vie, le consultant **Michel Ladet** n'a pas caché que ceux-ci seraient demain encore plus contraints que ce soit du fait de l'économie ou du développement durable. L'enjeu est donc bien de "réconcilier les contraintes et le désir", en s'appuyant sur de nouveaux groupes sociaux comme les "éco-solidaires", plus présents cependant en Allemagne qu'en France. Pour **Fabienne Cresci**, déléguée générale au développement urbain du Grand Lyon, le défi pour les collectivités est savoir

➔ **Les intervenants**
Grands témoins : José Manuel Gonçalves, directeur du CentQuatre (Paris) et Paolo Pissarello, adjoint au maire de Gênes (Italie).
Session 1 : Michel Ladet (Sociovision), Fabienne Cresci (Grand Lyon), Chris Younès (philosophe, enseignante), Pier Giorgio Oliveti (Slow Cities International, Italie).
Session 2 : Maurice Culot (architecte et historien), Jean-Luc Poidevin (Nexity), Yves Lion (architecte, urbaniste).

présenté plusieurs en cours de réalisation, avec un focus particulier sur le Val d'Europe comme exemple d'une nouvelle urbanité résultant de la conjonction de trois composantes : une programmation urbaine reposant sur une mixité sociale et fonctionnelle, un urbanisme d'îlots mitoyens, de rues, de places, de squares directement inspiré des grandes villes européennes, et enfin une architecture référentielle néo-haussmannienne, néo-classique. Ces trois composantes contribuent à créer une identité urbaine valorisante, facteur majeur de cohésion sociale et donc de durabilité urbaine.

En écho, **Jean Luc Poidevin**, directeur général délégué de Nexity, a illustré cette recherche d'urbanité avec la présentation de réalisations de sa société intitulées "Les chemins de l'urbanité", visant à rendre la ville désirable pour tous. De son côté, l'architecte urbaniste **Yves Lion** s'est attaché à montrer quel type d'urbanité il propose dans son projet urbain pour le cluster Descartes à Marne-la-Vallée, notamment pour donner une identité propre à un territoire vaste et hétérogène. Tout au long de cet atelier, en contrepoint des autres intervenants, **José Manuel Gonçalves** a témoigné combien la présence de l'action culturelle au cœur de la ville, ainsi que des interventions artistiques emblématiques peuvent être des vecteurs majeurs, des catalyseurs de l'identité territoriale, à partir des exemples de l'estuaire de Nantes Saint Nazaire, de l'opération Depayz'art en Seine-et-Marne et de son projet pour le "CentQuatre" à Paris. | A. L.



Val d'Europe, place d'Ariane à Serris.

conjuguer la ville désirable, la ville souhaitable et la ville solvable dans les documents de planification et les politiques publiques. La philosophe **Chris Younès** le dira à sa façon : la puissance du désir d'habiter chez l'humain met en tension la ville durable et la ville désirable. La réponse est à chercher du côté de "la sagesse de l'habiter ensemble"... Pour **Pier Giorgio Oliveti**, directeur de l'ONG Slow Cities International, cette sagesse passe de toute évidence par une redécouverte de la lenteur, qui doit constituer un nouveau paradigme dans la gestion des territoires. Côté projets urbains attractifs, **Maurice Culot** en a

ATELIER 7

Créer, inventer, vivre autrement la ville de demain

L'atelier animé par **Ludovic Halbert** (CNRS, université Paris-Est) a exploré la créativité spontanée dans les usages de la société civile, et les moyens qu'ont les décideurs de la capitaliser pour la transformer en espaces et en services urbains. Et *vice versa*.

La ville durable ne se décrète pas, elle s'invente, souvent avec les habitants. L'Institut pour la ville en mouvement (IVM) a ainsi repéré des pratiques "invisibles" dans le champ de la mobilité de personnes en insertion et en a tiré des recommandations aux pouvoirs publics. Sa déléguée générale, **Mireille Apel-Muller**, a expliqué comment l'IVM avait tiré de l'expertise des associations des solutions d'accès à la formation, à l'emploi ou encore à la santé pour les personnes malades ou au chômage : apprentissage du vélo, location sociale de véhicules...

Autres comportements spontanés identifiés cette fois par **Jérôme Monnet**, professeur à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, les services "furtifs" de la "ville informelle" –affichage culturel sauvage, ventes de "snacks" ... – rendus aux usagers à la sortie du métro Bibliothèque François-Mitterrand à Paris par exemple, répondent de façon souple à un besoin réel, mais au prix de la précarité des vendeurs et autres afficheurs... La Ville formelle durable gagnerait économiquement et socialement à leur donner plus de place.

À l'opposé, **George Amar**, directeur de la prospective à la RATP, et **Nicolas Buchoud**, du cabinet de conseil Renaissance urbaine, explorent les trans-



Les intervenants

Grands témoins : Larry Beasley, Beasley & Associates Planning Inc., ancien directeur de l'urbanisme à Vancouver, et Rudolf Schicker, adjoint au maire de Vienne (Autriche).

Session 1 : Mireille Apel-Muller (Institut pour la ville en mouvement), Sue Dibb (Commission du développement durable/ Royaume-Uni), Jérôme Monnet (université Paris-Est).

Session 2 : George Amar (RATP), Gilles Berhault (Comité 21 et Acidd), Nicolas Buchoud (Renaissance urbaine).

ports de demain qui influenceront les pratiques durables notamment par l'utilisation des temps et des lieux de transports pour créer du lien et échanger de l'information. La vitesse ne fera pas tout, au contraire. Pour se restructurer de façon durable, territoires et individus ont besoin d'alterner rapidité et lenteur, ancrage fort et "légèreté".

L'analyse de **Gilles Berhault**, président d'Acidd, va dans ce sens : "Les nouvelles mobilités impliquent de vivre léger : être usager automobile et non plus propriétaire, travailler en télé-travail dans des espaces de "co-working", se déplacer grâce aux réseaux intelligents. Des métamorphoses convergentes émergent à la croisée des limites environnementales et sociales du système, de la civilisation numérique et de la globalisation." | K. G.

durable à l'échelon individuel, du quartier, de la ville, de la région ou du pays. Souvent inspirées de pratiques locales, elles nécessitent cependant une action gouvernementale pour modifier les façons de vivre, les lieux et l'économie. Quelques exemples de ces actions : encourager les urbains à cultiver localement, comme à Todmorden où des légumes poussent dans des bacs le long du canal – c'est un merveilleux moyen d'impliquer écoles et riverains ; développer des zones "bas carbone" pour lutter contre la pauvreté énergétique, les problèmes de santé et le réchauffement climatique en rénovant des habitats en haute performance énergétique ; utiliser la participation publique dans la Royal Bank of Scotland pour créer une banque qui soutienne la transition vers une économie durable et bas-carbone. Les projets concrets avancent." |

Pour en savoir plus : www.sd-commission.org.uk

➔ **Larry Beasley**, Beasley & Associates Planning Inc., ancien directeur de l'urbanisme à Vancouver



Paul Spärensberg / LAF-REA

"L'urbanisme expérimental facilite la réalisation de la ville durable par la co-création urbaine. Mon expérience dans la planification de villes comme Vancouver, Rotterdam, Dallas, Oakland ou Abou Dhabi m'a montré que ce qui paraît évident dans

les villes d'Europe de l'Ouest et représente le cœur de la durabilité urbaine – densité, mixité des populations et des fonctions, transports alternatifs à la voiture, "walkability"... ne coule pas de source dans d'autres cultures. En Amérique du Nord en particulier, les cités sont distendues, rarement dessinées par des urbanistes. Les Nord-Américains ne désirent pas vivre dans la densité, synonyme pour eux d'espaces mal conçus. Pour les faire changer d'avis, l'urbanisme expérimental vise à dessiner les villes, mais sans plan rigide prédéterminé, en les co-créant avec la population. Cinq éléments permettent de parvenir à cette croissance urbaine intelligente : une vision urbaine forte portée par les pouvoirs publics et par une agence de planification compétente, capable par exemple de localiser emplois et logements à proximité pour faciliter la politique de transports ; un cadre réglementaire pertinent ; la compréhension des besoins et des pratiques de la population et son implication durable et profonde dans le projet ; l'association des cultures publiques et privées ; un design urbain explicite et soigné. Commerces de proximité et équipements publics, art urbain, qualité des espaces publics, échelle de rues à taille humaine permettent aux habitants d'apprécier la densité dans leur quartier." | Propos recueillis par K. G.

ATELIER 8

Innover dans des systèmes urbains complexes

Cet atelier, animé par **Michel Ray**, président d'Advancity, a abordé dans sa première session les procédés et processus "Vers des villes plus intelligentes et plus ouvertes ?", avant de traiter dans la seconde "Des solutions pour passer des idées à l'action". D'Amsterdam à Singapour en passant par Masdar City (éco-ville d'Abou Dabi) et le Senseable city lab du MIT à Boston, de multiples innovations urbaines sont testées voire disponibles pour le développement durable. Mais **Éric Lesueur**, PDG de 2EI (Veolia Environnement) a mis en garde contre "la culture de l'ingénieur" et souligné l'importance des facteurs culturels face aux nouvelles technologies. Pour mettre en œuvre le programme Smart City visant à réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, la Ville d'Amsterdam a créé une plate-forme réunissant les différents acteurs – pouvoirs publics, habitants, entreprises. **Jean Laterrasse**, professeur (université Paris-Est), a posé la question du référen-



Les intervenants

Grands témoins : Colin Harrison (IBM Corporation), Éric Lesueur (2EI, Veolia Environnement).

Session 1 : Eurico Neves (INOVA + SA, URBACT), Thierry Marcou (philosophe, FING), Fabien Leurent (École des Ponts Paris Tech), Jean Laterrasse (université Paris-Est), Julien Desplat (Météo France).

Session 2 : Frans-Anton Vermast (Ville d'Amsterdam), Bruno Berthon (Accenture), Dr Belinda Yuen (Banque mondiale), Kristian Kloeckl (MIT / États-Unis).

tiel d'évaluation de ces initiatives et de la cohérence entre planification urbaine et développement durable. En effet, le pilotage de projets complexes nécessite une gouvernance adaptée et des outils d'évaluation fiables, qui restent encore à mettre au point. | A. L.

FOCUS

➔ **Sue Dibb**, responsable du commerce et de la consommation durable, Commission du développement durable britannique

"L'étude lancée en 2000 par le gouvernement britannique, Breakthroughs for 21st century [Percées pour le XXI^e siècle - Ndir] a fait émerger des idées innovantes pour changer durablement et profondément nos pratiques. En 2008, nous avons invité des experts, des praticiens, des jeunes, des citoyens à soumettre des propositions dans ce sens : près de 300 sont apparues, nous en avons pré-sélectionné 40. 19 démarches étaient au final susceptibles d'inspirer véritablement un changement, d'avoir un réel impact sur la durabilité, dans un laps de temps de trois à cinq ans. Traditionnelles ou technologiques, elles couvrent un large spectre du développement

SYNTHÈSE

ATELIERS 1 ET 6

Les tensions de la ville durable

par **Élisabeth Campagnac**

(LATTS, École des Ponts Paris Tech, université Paris-Est Marne-la-Vallée)

Les ateliers 1 et 6 ont mis l'éclairage sur la dimension sociale (inégalité, solidarités) et sociétale (nature du lien social et quelle société voulons-nous ?) du développement durable dans ses modalités urbaines. Ils en ont fait ressortir des visions assez contrastées. En effet, les contributions s'ordonnent, peu ou prou, autour de la tension entre deux grands idéaux types de la ville durable : l'un que l'on pourrait qualifier de "communautaire" et l'autre de "sociétaire", au risque d'être quelque peu schématique ; ces visions contrastées ont cependant en commun de poser la question du statut du politique et des fondements de l'action publique.

L'approche communautaire

On peut proposer cette première grille de lecture à partir d'une certaine congruence entre les problématiques de la décroissance, des références temporelles dominées par le passé, dans une vision de retour à la nature libérée de l'influence négative des sciences et des techniques, et des références sociales, spatiales et territoriales valorisant la proximité, dans une représentation du champ d'action marqué par l'échelle locale voire micro-locale. La ville durable comme ville solidaire se joue dans la recherche d'un certain entre-soi, dans une certaine communion de modes de vie et des valeurs. La ville durable comme ville désirable se joue dans la limitation de l'extension urbaine, dans un arrêt porté à la vitesse. Il en découle la vision d'une ville aux vertus plus protectrices que libératrices.

L'approche sociétaire

L'approche sociétaire rassemble des éléments largement opposés à la précédente : elle porte ses espoirs dans la poursuite de la croissance, mais fondée sur de nouveaux ressorts, de nouveaux modèles et de nouvelles dynamiques ; elle leur associe des

visions délibérément tournées vers le futur, dans un société articulant différentes échelles territoriales, dont l'échelle mondiale n'est pas exclue ; elle pense la transition d'un modèle de développement à l'autre comme une véritable opportunité de libération de nouvelles formes de créativité dans l'usage comme dans la fabrique de la ville ; elle ne rejette pas la relation des sciences à la nature mais elle lui associe d'autres fondements d'action (la réflexivité notamment). La ville durable comme ville désirable est celle qui sait intégrer la diversité dans sa conception de la solidarité (ainsi de la place des politiques d'intégration des migrants qui se pose comme l'une des questions clé en Europe). Mais c'est aussi celle qui sait répondre aux multi-appartenances de l'individu, à son caractère pluriel. L'approche sociétaire peut nourrir à la fois une vision des futurs quelque peu enchantée, mais en l'associant le plus souvent à de nouvelles capacités d'action.

Repenser le statut du politique

Les deux lectures proposées (communautaire et sociétaire) s'accordent pour dénoncer le renforcement des inégalités et pour stipuler la nécessité de revoir le statut du politique et les fondements de l'action publique. Les réponses apportées peuvent cependant susciter de nouvelles inégalités ou renforcer celles qui existaient déjà. De même, elles partagent la même aspiration à fonder ou refonder l'action publique sur des démarches *bottom up* plutôt que *top down*, misant sur la créativité plutôt que sur la normativité.

Toutefois, face à la complexité de l'action, il n'est pas toujours facile d'échapper à l'hégémonie des discours techniques et des recettes de l'ingénierie, au risque d'étouffer, sous la prégnance d'un éco-fonctionnalisme, toute idée de ville durable comme "ville désirable". | **Élisabeth Campagnac**

ATELIERS 2 ET 8

Innovation technologique et défi démocratique

par **Bruno Tassin** (École des Ponts Paris Tech, université Paris-Est)

Autour de deux thématiques extrêmement différentes *a priori*, les deux ateliers ont mis en évidence comment la ville durable amenait à réinventer le fonctionnement de la ville, au plan de la démocratie locale comme de la technologie. Dans les deux cas, ces évolutions proviennent de moteurs locaux qui se réapproprient les enjeux globaux, de manière à favoriser l'attractivité de la ville au travers du bien-être de ses citoyens d'une part, vis-à-vis du monde économique d'autre part. Ainsi, le développement local de la ville durable, au travers de l'attractivité, implique une compétition entre les villes, de l'échelle régionale à l'échelle mondiale, dont on peut se demander si elle n'est pas, à l'échelle de la planète, contre-productive.

Cette réinvention du fonctionnement de la ville passe d'abord par le dépassement de la méfiance et du scepticisme des citoyens.

Sur le plan de la démocratie locale, cela implique de travailler sur le temps long, parfois difficilement compatible avec le rythme des échéances électorales, et d'inventer de nouvelles formes de participation. De nombreuses expérimentations sont en cours, visant à aller vers les citoyens et à partager

une information qui permette d'appréhender de manière commune les questions de multiplicité des échelles temporelles et spatiales d'action et des savoirs multiples entrant en interaction.

Sur le plan de la technologie, cela implique de repositionner le citoyen au cœur des préoccupations de l'innovation, en ne se limitant pas à un cœur de cible que constitueraient les catégories favorisées et en intégrant les risques relatifs à la liberté individuelle qui sont liés à la multiplication des systèmes de contrôle visant à optimiser le fonctionnement urbain. Plus généralement, cela impose que soit concertée la question du référentiel d'évaluation, qui seul permettra l'articulation du développement durable et de la planification urbaine et la prise en compte de la complexité inhérente au système urbain.

Il existe un risque de simplification de la ville durable autour d'un discours technique et d'innovations technologiques, qui peuvent amener à une posture idéologique et qui ne correspondent pas du tout aux aspirations des habitants. Il importe que tous les acteurs de la ville durable aient perpétuellement ce risque à l'esprit. | **Bruno Tassin**

ATELIERS 4 ET 5

Le (difficile) passage de la vision à l'action

par **Taoufik Souami** (université Paris-Est Marne-la-Vallée)

Deux sujets récurrents sont revenus dans les discussions et les contributions des deux ateliers. Le premier est la définition du "bon périmètre" d'élaboration et de décision de la ville : le paysagiste désigne l'aire régionale, l'élu préfère les limites du SCOT et l'écologue considère les territoires de la biodiversité. Les interdépendances entre ces périmètres montrent que l'enjeu est désormais de travailler d'une manière simultanée et systémique sur et à plusieurs échelles. La recherche pour comprendre les flux de matières de Paris finit par considérer la France, l'Europe et l'Amérique Latine (Sabine Barles). Le décideur et le concepteur doivent négocier et contractualiser avec les différentes instances de pouvoir à plusieurs échelles (Martin Vanier). Le deuxième sujet est le passage du particulier au général. Beaucoup de réalisations du développement durable en milieu urbain prennent la forme de projets ponctuels : éco-quartiers, *smart grids*, parcelles d'agriculture urbaine, expérimentations des TIC destinées à la mobilité, etc.

L'interrogation (parfois la critique) des décideurs et des chercheurs porte sur la montée en généralité. Le responsable politique demande comment passer de ces périmètres particuliers aux politiques publiques. L'industriel cherche à transiter du prototype à la série. Le chercheur s'interroge sur la généralisation des enseignements livrés par ces "îlots de ville durable". Les propositions de "visions urbaines" se multiplient pour situer ces réalisations ponctuelles dans des perspectives plus larges (Jacques Theys) : prospectives, projets anticipateurs, simulations de scénarii. Ces deux sujets indiquent deux défis au moins. Sur le plan théorique, la ville durable est-elle réductible au paradigme du "systémique" et de sa "complétude" ? Du point de vue de la décision, faut-il nécessairement généraliser ? La ville durable est-elle autre chose que le produit de l'industrie du prototype, de la politique des exceptions et de la collection des terrains d'observation et d'expérimentation ?

| **Taoufik Souami**

Arnaud Bouafra / MEDDTL

ATELIERS 3 ET 7 L'économie de l'invisible et du désir

par Jean-Pierre Orfeuil (UPEC, université Paris-Est)

Mobilis in mobile, cette caractéristique d'un monde réflexif est-elle aussi le lot d'un "durable" qui ne pourrait durer qu'en évoluant ? C'est ce "fil rouge" que nous suivons pour rendre compte des deux ateliers. Ce choix implique de faire le deuil de la richesse des interventions au profit de la dialectique du visible et de l'invisible, du dit et du non-dit, des images et des mots de la durabilité.

Le rôle de la finance immobilière

La ville d'abord. Elle doit être dense, mixte, sobre, bien sûr. Les quartiers précaires qui ceignent les grandes villes du monde se retrouvent dans ces critères, on peut y ajouter leur gouvernance innovante et leur capacité à créer massivement des emplois de service. Les images des villes durables iconiques, au top du hit-parade de la durabilité, sont au contraire celles d'espaces publics généreux et souvent verts, produits d'un *experiential planning* recherchant attractivité et identité différenciatrice, de morceaux de villes qui sentent le propre, à la population blanche, d'où les nappes pavillonnaires, les diasporas qui concourent à la globalisation sont absentes.

La densité des parcs de tours de bureaux, spontanément produite par l'argent sans frontière de la finance immobilière, est visible. Cette finance est-elle une alliée du développement durable, quand l'habitat de ses employés – éloigné des zones de haute pression des prix immobiliers ainsi créées – est lui invisible ? Invisible aussi, et pourtant utile et nécessaire, ce maillage *off* du territoire par des associations organisant les mobilités, notamment de retour à l'emploi, de précaires à l'écart des réseaux publics de transport. Visibles et pourtant ignorés, ces commerces ambulants, qui articulent les mondes formels du téléphone ou du rafraîchissement et l'informel de la survie durable dans la rue et les métiers en mouvement. De quoi enrichir la liste des protagonistes d'un espace, qui est plus longue que celle des "usagers" officiels...

Règles et innovations

L'innovation ensuite. L'icône en est-elle ces fameuses *smart grids* qui optimisent la relation entre des productions électriques décentralisées et erratiques et des usages variables, et exigent un maximum d'intégration dans un contexte où l'identification des segments de process créateurs de valeur et leur gestion autonome (l'*unbundling*) est la règle du nouveau libéral, à tel point qu'on ne sait toujours pas qui finance les "pompes à électri-

cié" ? Est-elle dans l'éloge du métissage comme procédé à part entière d'innovation, devant déboucher, dans les transports par exemple, sur une multitude de modes hybrides conçus à partir de briques élémentaires (les baskets, le véhicule individuel, le bus, le rail...) ? Est-elle dans la stratégie des développeurs de La Courrouze où des exigences de durabilité sont financées par des compromis sur d'autres fonctionnalités ? Ce "donnant donnant" local et vertueux ne doit-il pas nous rappeler que nombre de dispositions du droit hérité de l'urbanisme et de financements incitatifs (le Scellier est cité) vont à l'encontre de la durabilité, et que la durabilité et son financement passent aussi par la destruction créatrice, ce qui suppose quelque dialogue entre l'État et les collectivités ?

Le choix des mots

Le vocabulaire des objectifs ensuite, pour lequel on se limitera ici à glaner quelques termes qui réincorporent la vie dans le durable. Confiance, caractère, *emotional appeal*, *genuine city life*, confort versus brutalité des ingénieurs et architectes modernes, sérendipité versus fonctionnalisme, reliance versus puissance.

Les questions orphelines

La méthode enfin. Est-elle dans cette "*strong and compelling vision, strong regulatory framework, pervasive public involvement, explicit design*" /1, synthèse d'un néo saint-simonisme vert ? Est-elle dans la modestie du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté lançant aux citoyens un appel à idées "décoiffantes" pour des vies plus soutenables ? Est-elle dans l'exigence du décentrement du regard, condition de reconnaissance des pratiques invisibles, des circulations non marchandes, des questions orphelines à mettre à l'agenda et sur lesquelles on peut et doit construire l'avenir ? Peut-elle enfin se passer de pratiques d'évaluation, dont l'absence est assourdissante et inquiétante dans un contexte où ne se concrétiseront que les projets qu'on saura financer ? | Jean-Pierre Orfeuil

1/

Vision forte et convaincante, cadre régulateur puissant, implication publique à tous les niveaux, conception claire.



Stéphane Auroua/REA

CLÔTURE

Agenda européen et Rio + 20

La table ronde de clôture, le 21 janvier après-midi, s'est interrogée : "Quelle place pour les villes durables dans l'agenda européen et dans la perspective de Rio + 10 ?".

Pour être durable, la ville (appréhendée à l'échelle du bassin de vie) doit être désirable, a posé d'emblée **Bernard Poirier**, vice-président de Rennes Métropole. Dans ce sens, "la technique ne fait pas tout" et seule "l'évolution des comportements permettra de changer les choses". Il faut des outils de projet, de planification, de mise en œuvre, mais ces outils sont d'autant plus efficaces qu'existe une continuité d'action politique volontaire et soucieuse de cohésion sociale. C'est l'exemple l'aménagement d'un éco-quartier dans la ZAC de la Courrouze entre Rennes et Saint-Jacques de la Lalande qui s'inscrit dans une stratégie urbaine menée depuis quarante ans. Dans un autre registre, 35 des 37 maires de l'agglomération ont signé le manifeste européen de la Convention des maires pour le climat.

Les politiques européennes en question

De son côté, **Corinne Hermant de Callatay**, administrateur à la direction générale politique régionale de la Commission européenne, a rappelé les initiatives européennes comme les actions Urban, le programme URBACT, l'élaboration du cadre de référence pour la ville durable et solidaire, la convention des maires pour le climat, les labels "Capitale verte" (Stockholm 2010, Hambourg 2011)... Elle a également évoqué l'avenir de la politique européenne régionale, qui peut évoluer soit vers des interventions plus sectorielles, par exemple dans le domaine énergétique, ou vers des politiques plus intégrées.

Les futurs possibles

Le regard d'**Eduardo Lopez Moreno**, directeur de l'observatoire des villes ONU Habitat, a fait apparaître différentes tendances d'évolution des villes du monde. Certaines positives : nombre de villes sont devenues plus riches et plus prospères. Même si une tendance à la décroissance de certaines d'entre elles devrait se développer sensiblement dans les prochaines décennies. Parmi les tendances négatives appelées à se poursuivre : l'étalement urbain lié plus ou moins à la spéculation foncière, les fractures urbaines et économiques, l'augmentation du nombre de bidonvilles... Toutes ces évolutions rendent les villes plus vulnérables, à la fois physiquement et socialement. Les nouvelles technologies les rendront-elles plus viables, par

exemple en permettant l'essor des énergies renouvelables ? Quand on examine les futurs possibles, il apparaît nécessaire de mettre en avant plusieurs objectifs : valoriser les villes intermédiaires pour contrer la croissance des grandes villes et réduire les déséquilibres régionaux, développer un nouveau pacte social en mettant davantage l'accent sur l'humain, reconfigurer le modèle de gouvernance en s'ouvrant à une participation plus démocratique. Eduardo Lopez Moreno a également posé le problème de l'orientation des interventions des institutions financières comme la Banque mondiale.



Arnaud Bouissou/MEDDTL

De nouvelles promesses

Pierre Radanne, consultant international, président de Futur Facteur 4, a apporté un regard et une approche plus transversaux. Il note une vibration de nos sociétés autour des exigences de démocratie et de protection sociale. Des expériences montrent (élaboration de Plans climat territoriaux) qu'une mise au travail des citoyens permettant une co-construction et un accouchement collectif aboutit, mais cela demande d'y consacrer du temps. Car "nous assistons au passage d'une société de consommation à une société relationnelle". La conférence de Rio + 20 en 2012 est le grand rendez-vous des défis mondiaux, "un moment fondateur" d'une demande de régulation sociale de l'économie à l'environnement, d'un débat planétaire alimenté par l'expérimentation et l'imagination et peut-être d'un futur convergent et de nouvelles promesses pour l'humanité. | A. L. et F.-X. R.

Animation des séances plénières : Denis Chessoux.

Synthèse des interventions et comptes rendus des ateliers, par Karine Grollier, François Xavier-Roussel et Antoine Loubière.

REGARD POST-COLLOQUE

Michèle Pappalardo *

“Susciter des questionnements croisés”



Allocation de clôture par Michèle Pappalardo.

Arnaud Bouissou / MEDDTL

Pour quelles raisons, avez-vous choisi d'organiser ce colloque ?

La ville durable est un thème mobilisateur, transversal, qui renvoie à de nombreuses initiatives tant à l'échelle locale que nationale ou européenne, notamment au plan Ville durable lancé par le ministère en octobre 2008. De manière complémentaire, il nous a paru important de redonner du sens au concept de ville durable, de susciter des questionnements croisés entre le monde de la recherche et celui de l'opérationnel. Et sa localisation à la Cité Descartes à Marne-la-Vallée, où se structure actuellement une communauté de recherche de premier plan, au niveau mondial, sur les questions urbaines s'imposait.

Quelles leçons en tirez-vous a posteriori ?

Le colloque m'a conforté dans l'idée qu'il n'y avait pas un modèle de ville durable mais plutôt une diversité de visions qui répondent à des stratégies très différentes portées par des acteurs locaux. On retrouve cependant un certain nombre de points communs. J'en citerai plus particulièrement deux : d'abord, la nécessité d'associer toutes les parties prenantes, aussi bien les milieux économiques, que les habitants ou leurs représentants. Le succès des projets de Vancouver, de Portland (USA), de Stockholm ou plus près de chez nous de Loos-en-Gohelle en témoigne. Ensuite, la nécessité de décloisonner les approches, de considérer la ville comme un système dont les différentes composantes (habitat, transport, urbanisme, activités économiques..) interagissent entre elles. De ce point de vue, l'intégration des technologies doit favoriser ce mouvement.

Quels sont les moyens de favoriser la fertilisation croisée entre la recherche et la mise en œuvre opérationnelle ?

La recherche et les activités opérationnelles n'ont pas la même dynamique : la première isole des questions ; la deuxième repose sur des corpus d'ensemble. Par ailleurs, elles n'ont pas le même rapport au temps. Rapprocher le monde de la recherche de celui des projets opérationnels implique de nouveaux espaces et méthodes de travail et de nouvelles formes de partenariat, comme la co-conception des projets ou des expérimentations en vraie grandeur. L'exemple des "living labs urbains" /1, laboratoires "in vivo" d'innovations urbaines asso-

ciant organismes de recherche et collectivités territoriales sur un site donné me paraît un très bon exemple.

Quelles suites concrètes allez-vous donner à ce colloque ?

Le colloque a montré la nécessité non seulement pour la recherche, mais aussi pour les collectivités territoriales et les entreprises de mieux collaborer. Nous devons y répondre avec différents moyens. Les prochains Entretiens du CERTU /2 début 2012 seront une occasion de rencontre et d'échange de savoir faire. Plus globalement les travaux menés par le CERTU permettent de capitaliser et de diffuser des résultats de recherche, en les rendant accessibles aux collectivités territoriales ou aux professionnels.

Il me semble également essentiel de valoriser l'ouverture internationale. Les contacts noués avec plusieurs participants, mais aussi lors du Symposium de la Recherche Urbaine que nous avons organisé à Marseille en Juillet 2009 avec la Banque Mondiale et l'AFD /3 nous ont permis d'identifier des institutions, de repérer des experts avec lesquels nous souhaitons poursuivre les échanges et s'associer dans des programmes de recherche et d'expérimentations. Au delà, ces échanges peuvent déboucher sur la constitution de partenariats intégrant des entreprises dans la perspective de proposer une offre "ville durable intégrée" à l'export.

Enfin, le ministère investit des forces de recherche considérables dans la constitution d'un pôle d'excellence sur la ville durable à Marne-la-Vallée. Le colloque a permis de donner de la visibilité à ce pôle, mais nous devons poursuivre la collaboration avec les acteurs locaux (Epamarne, Advancity, PRES université Paris-Est) comme avec le CERTU ou d'autres acteurs nationaux pour favoriser sa montée en puissance. Il s'agit de constituer à terme une vitrine de l'expertise française sur la ville durable. Propos recueillis par A. L.

* Commissaire générale au développement durable.

1/

Le concept des "living labs urbains" est mis en avant dans le projet d'Institut d'Excellence des Energies Décarbonnées, portée par le PRES Université Paris-Est dans le cadre des investissements d'avenir.

2/

Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques.

3/

Agence française de développement.



MARNE LA VALLÉE
EPAMARNE

UNIVERSITÉ
PARIS-EST

En partenariat avec



Avec le soutien de



Pour en savoir plus

programme du colloque, interventions, interviews (vidéo) :
www.developpement-durable.gouv.fr/colloquevilleledurable
 bibliographie très complète sur la ville durable :
www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Ville_durable_CRDD_01-2011.pdf